

Action & Démocratie

Communiqué de presse

13 mars 2024

Le syndicat des personnels de l'éducation Action & Démocratie/CFE-CGC interpelle la ministre au sujet des pressions inadmissibles exercées par des élus sur des directeurs d'école !

Paris, le 13 mars 2024 - A Neuilly-sur-Marne, dans l'académie de Créteil, des élus hostiles à l'expérimentation d'une tenue unique, dont en premier lieu le député de la circonscription, Monsieur Thomas PORTES, exercent des pressions sur des directeurs et directrices d'école en leur écrivant afin qu'ils se retirent du projet et en formulant des menaces de représailles inacceptables s'ils n'obtempèrent pas.

Saisi par l'un de ces directeurs qui nous livre son témoignage et qui fait désormais partie de notre bureau national, Action & Démocratie dit stop et saisit la ministre de l'éducation nationale pour qu'elle assure par tout moyen la protection des agents publics contre de tels agissements et que la sérénité à laquelle aspirent ces écoles, leur personnel ainsi que toute la communauté éducative soit restaurée dans les plus brefs délais.

Un mélange des genres inadmissible

Par certains aspects, la lettre de Monsieur Thomas PORTES que nous nous sommes procurée, en sus de l'intrusion insupportable du politique dans le milieu scolaire qu'elle manifeste sans aucun scrupule, contient des éléments qui tendent à exercer une pression morale sur un agent public en l'incitant à l'insubordination, ce qui est puni par la loi. Action & Démocratie en saisira aussi la présidente de l'assemblée nationale.

Nous rendons public sur notre site internet le courrier que nous avons adressé le 4 mars 2024 à la ministre ainsi que le témoignage édifiant d'un des directeurs d'école concernés au sujet de ces faits graves.

Une question de principe

Aucun député, aucun élu local, aucun représentant syndical, aucun parent d'élève ne peut se permettre de faire pression et de menacer un personnel de l'éducation afin qu'il renonce à un projet d'expérimentation. Il s'agit avant tout d'une question de principe, sans qu'il soit utile ni nécessaire de se prononcer en l'espèce sur le contenu d'une expérimentation qui, par ailleurs, est souhaitée par le Président de la République, le Premier ministre et la ministre de l'éducation nationale.

Action & Démocratie, dont le mandat consiste à défendre les intérêts matériels et moraux de ses adhérents comme de toute la profession, exige que chacun reste à sa place et que les personnels n'aient pas à subir de tels agissements de la part d'élus ou de quelconques militants notoires qui, par leurs initiatives, perturbent gravement le fonctionnement normal des écoles concernées.